

11000001 10010000 01111110 11110011 10100000 10011111 11100011  
00100101 10000110 01000110 00100000 01011011 10100000 00110011  
01010000 01110010 01001001 01000001 10011111 10101111 01000010  
00000110 11001100 01110111 00001010 10000101 01100001 11011100  
11110111 01110011 10100101 10110001 00010011 10101000 00010011  
10011010 11100110 11100110 01011011 00001001 10101110 10100011  
01010100 10111111 11000100 01001000 00011110 01010011 01000011  
01111000 00110100 10111110 01100011 01101100 01001101 11001011  
10100110 10111010 00010100 10111111 01001010 00010000 00010000  
10100011 10100111 11010110 01101100 10001010 10111001 10010010  
10001111 01011111 01000101 00001110 11010001 11011001 01101011  
10100100 11110010 01111001 01001111 01100001 00011011 01111100  
01110011 11001000 10010011 10001111 11101011 10100101 10100000  
11101010 10001001 10001010 01001010 01111101 10001100 11010001  
10011100 11110100 00110010 11110110 00101010 11010000 11100100  
10011011 11110101 01010110 10000001 10000101 10100100 10110011  
00001100 01000000 01001111 01101110 00100101 00000011 00100111  
00000000 10001101 01110100 01000011 00101011 11001101 10011011  
0111011 00100010  
1101010 11110011  
1110111 10000001  
0111101 00001101  
1111011 10010011  
0011111 11100011  
1100000 00110011  
01010000 01110010 01001001 01000001 10011111 10101111 01000010  
00000110 11001100 01110111 00001010 10000101 01100001 11011100

# SIX OBSERVATIONS SUR L'INTÉGRITÉ DE LA SPHÈRE PUBLIQUE NUMÉRIQUE

*Taylor Owen*  
*Document de réflexion, 7-8 février 2019*

## Remerciements

Ce rapport a été préparé pour le ministère du Patrimoine canadien et la Commission canadienne pour l'UNESCO par Taylor Owen. Les points de vue, les opinions et les recommandations exprimés dans ce rapport sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique ou la position officielle du gouvernement du Canada. La responsabilité de toute erreur, interprétation ou omission incombe uniquement à l'auteur.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>1. Internet est une infrastructure en constante évolution</b> .....	<b>5</b>
<b>2. Il y a des problèmes structurels intégrés dans la plateforme Web</b> .....	<b>6</b>
<b>3. Ces caractéristiques structurelles contribuent à des coûts sociaux négatifs importants</b> .....	<b>7</b>
<b>4. Il est nécessaire d'adopter des politiques publiques en réponse à ce problème, et elles devraient tenir compte d'un ensemble de principes directeurs</b> .....	<b>10</b>
<b>5. Il y a des victoires relativement faciles qui exigent le leadership du gouvernement</b> .....	<b>12</b>
<b>6. Cependant, il y a aussi des défis beaucoup plus difficiles à relever</b> .....	<b>15</b>

## Introduction

Au cours des deux dernières années seulement, nous avons été témoins de cas frappants de désinformation d'ordre commercial et politique, d'ingérence étrangère dans des élections, d'atteintes à la protection des données à grande échelle, d'attaques informatiques, de prolifération de discours haineux et néfastes, d'exploitation de données et d'abus en matière de surveillance. Il est de plus en plus clair que les vulnérabilités de notre écosystème de l'information permettent trop souvent d'exploiter les faiblesses de notre société libre et ouverte. Cela risque d'exacerber les divisions dans notre société, de corrompre la qualité de l'information dans notre sphère publique, de saper nos institutions démocratiques, de fausser les résultats des élections et, en fin de compte, de déstabiliser les bases de la confiance dont dépendent les démocraties et les marchés.

Nous nous trouvons donc à un point d'inflexion à l'heure où nos démocraties sont mises à rude épreuve par des technologies que nous considérons autrefois comme allant de soi qu'elles étaient conformes aux valeurs et intérêts démocratiques. À mesure que nous en apprendrons collectivement davantage sur la nature du problème, il faudra une réponse coordonnée et globale des gouvernements, de la société civile et du secteur privé. Cependant, si le problème est de plus en plus reconnu, l'ambiguïté et l'incertitude demeurent importantes quant à la nature et à l'ampleur de la réponse appropriée. En effet, les politiques publiques dans notre sphère publique se heurtent nécessairement à des tensions difficiles. Celles-ci incluent notamment les normes et les idéaux de la liberté d'expression contre la censure, l'ouverture des marchés contre la politique de concurrence, l'innovation contre la réglementation, l'intégrité électorale contre la manipulation politique et de la gouvernance du secteur public contre le secteur privé. Ce ne sont pas des questions faciles et elles impliquent des compromis difficiles pour les sociétés démocratiques.

Le présent document de travail ne vise donc pas à fournir un plan stratégique (car cela exigera une expérimentation et une itération continues et concertées), mais plutôt à stimuler la discussion et le débat sur ce qui pourrait et devrait être fait.

### **Pour explorer cette question, je ferai six observations :**

1. Tout d'abord, Internet est passé par des phases d'évolution et nous sommes maintenant dans ce que l'on pourrait appeler l'âge de la plateforme.
2. Deuxièmement, la plateforme Internet présente certaines caractéristiques clés qui, ensemble, posent des défis uniques pour l'intégrité de la sphère publique numérique.
3. Troisièmement, ces attributs contribuent à une série d'externalités négatives – des problèmes que nous devons prendre au sérieux.
4. Quatrièmement, ces problèmes exigent non seulement une réponse des marchés et de la société civile, mais aussi une action stratégique publique forte, qui devrait tenir compte d'un ensemble de principes directeurs.
5. Cinquièmement, il y a des politiques faciles à mettre en place qui font l'objet d'un consensus considérable, qui pourraient faire une grande différence au départ et qui exigent que le gouvernement fasse preuve de leadership.
6. Et, enfin, il y a aussi des défis redoutables et des compromis difficiles qui vont exiger une coordination multisectorielle des politiques.

## 1. Internet est une infrastructure en constante évolution

Il est préférable de considérer Internet non pas comme une technologie statique, mais comme une infrastructure en évolution. En 1996, la Déclaration d'indépendance du cyberspace de John Perry Barlow résumait le profond optimisme technologique à propos du Web 1.0. « Nous créons un monde où chacun, où qu'il soit, peut exprimer ses croyances, aussi singulières soient-elles, sans crainte d'être contraint au silence ou à la conformité<sup>1</sup>. » (traduction libre) Et à bien des égards, il avait raison parce qu'à l'époque, il y avait un alignement entre l'infrastructure numérique imaginée et construite et l'idéologie de la décentralisation de l'autorité et de l'individualisme. Le résultat a été que le Web 1.0 a donné la parole à de nombreux exclus de la sphère publique par les gardiens de notre discours médiatique.

Si le Web 1.0 a donné la parole aux particuliers, le Web 2.0, ou le Web social, les a reliés et leur a donné les moyens d'agir. Le Web social a permis une nouvelle forme d'action collective, où des particuliers unis par des liens vagues pouvaient coordonner et agir d'une manière jusqu'alors réservée aux organisations industrielles hiérarchiques. En conséquence, les individus et les organisations habilités par Internet (tels qu'Anonymous, Wikileaks, Wikipédia, les révolutionnaires du printemps arabe et les blogueurs) ont formé un nouvel échelon de pouvoir dans le système mondial. Une situation qui n'entraîne pas aisément dans nos catégories traditionnelles d'acteurs internationaux. Il ne s'agissait pas d'États-nations, d'institutions officielles ou d'individus malhonnêtes. Au lieu de cela, ils ont tiré parti d'un ensemble de caractéristiques et de capacités qui étaient fondamentalement permises par la technologie. Surtout, ils ont été habilités par la structure décentralisée, libre et ouverte d'Internet et la connexité qu'offre le Web social. C'est la conception même du Web ouvert, un réseau de sites Web reliés par des hyperliens, un modèle très résistant au contrôle, qui a permis à ces acteurs de défier les organisations hiérarchiques qui avaient dominé le XXe siècle.

Bien sûr, le pouvoir est souvent une somme nulle. C'est ainsi que les États ont cherché à contrôler Internet. Mais, en fin de compte, les gouvernements sont confrontés à un paradoxe : les attributs mêmes d'Internet qui habilitent les acteurs négatifs perçus (terroristes, marchés noirs et pirates informatiques criminels) permettent également tous ses attributs positifs (liberté d'expression, nouvelles formes d'organisation, économie numérique). Essayer d'arrêter les mauvais, c'est aussi entraver les bons. Cette tension a fini par provoquer une crise pour les États. Ils étaient tout simplement mal placés pour gouverner à l'ère numérique, et de nouvelles normes démocratiques allaient émerger à mesure que les acteurs en réseau acquerraient de la maturité. Cette phase d'Internet peut être considérée comme une tension entre l'autonomisation des individus et la réaction des pouvoirs menacés.

Toutefois, pendant que cette tension se dissipait, une nouvelle couche de pouvoir émergeait. Je pense maintenant qu'Internet est quelque chose de qualitativement différent, et que nous sommes dans une troisième phase de son évolution, que j'appellerais globalement l'ère de la plateforme. Des entreprises ayant débuté comme start-ups s'étendent aujourd'hui dans le monde entier, servent des milliards d'utilisateurs et s'insinuent de plus en plus dans les fonctions essentielles de notre société. Pour de nombreux utilisateurs, elles incarnent Internet. Un Internet qui a de nouveaux nœuds de contrôle sur les marchés et le contenu. Et c'est ce réseau de plateformes qu'il faut interroger, mieux comprendre et même gouverner si nous voulons aller à la base des défis auxquels notre sphère publique est confrontée.

## 2. Il y a des problèmes structurels intégrés dans la plateforme Web

La plateforme Web présente deux caractéristiques clés qui, ensemble, posent des défis dans notre infrastructure numérique actuelle : l'économie de l'attention et le rôle croissant de l'intelligence artificielle dans la gestion de l'échelle mondiale.

### a. L'économie de l'attention

Tout d'abord, la plateforme Web est composée d'espaces détenus par des intérêts publics privés. Les plateformes ressemblent davantage à des centres commerciaux qu'à des places publiques, en ce sens qu'elles sont régies à la fois par des règles publiques et privées. L'une des principales contraintes privées réside dans les intérêts commerciaux des entreprises de plateforme elles-mêmes. Les actionnaires qui possèdent cette sphère de facto publique exigent des profits trimestriels, et le modèle financier qui génère une grande partie des revenus de notre économie numérique fondée sur l'information (Facebook, YouTube, Twitter) est l'économie de l'attention – un produit découlant de la façon dont notre attention est surveillée et dont les données nous concernant sont monétisées.

Autrefois, les médias de radiodiffusion avaient un quasi-monopole sur l'accès à un large public. Si un annonceur voulait atteindre un groupe démographique particulier, il achetait de l'espace publicitaire auprès d'un éditeur qui prétendait atteindre ce groupe. Les technologies publicitaires ont bouleversé ce modèle. Les courtiers en données et les plateformes utilisent de vastes sources de données sur notre comportement pour établir des profils très spécifiques et détaillés de chacun de leurs utilisateurs. Ces données sont recueillies à partir de notre activité en ligne, de nos relevés d'appels, de nos mouvements, de nos données applicatives, voire du rythme de notre frappe au clavier. L'Internet des objets a même comblé le fossé qui nous sépare de notre vie hors ligne – en nous écoutant et en nous regardant dans nos foyers.

Grâce à ces profils, le contenu est personnalisé en fonction de nos humeurs, de nos désirs et de nos peurs. En termes simples, au lieu d'acheter une publicité générique coûteuse sur le New York Times pour atteindre un large segment démographique, les publicités programmatiques permettent à un annonceur de suivre une personne sur Internet et de plus en plus dans le monde physique, et de cibler précisément des contenus de tous genres en utilisant des données et modèles hautement personnalisés sur leur vie. Dans ce marché étroitement contrôlé, c'est l'attention des publics micro-ciblés qui est le produit. Et la promesse ultime de ce modèle est que les médias peuvent servir d'outil de persuasion. Que cela peut changer notre comportement. Il peut s'agir d'acheter un produit, de se présenter aux bureaux de vote, de consommer du contenu ou de se joindre à une organisation communautaire. Ils sont incroyablement efficaces pour produire ces biens sociaux. Le problème, c'est que ces outils peuvent aussi être utilisés à des fins néfastes et, ce qui est troublant, le sont de plus en plus. Ils peuvent être utilisés pour cibler nos préjugés, confirmer nos craintes et nous diviser. Du même coup, comme l'engagement est une mesure de valeur dans l'économie de l'attention, les algorithmes des plateformes donnent souvent la priorité au divertissement, au choc et à la radicalisation au détriment de l'information fiable. C'est pourquoi les recherches montrent, par exemple, que la désinformation se propage plus loin et plus vite que les vraies nouvelles<sup>2</sup>. Cela signifie que l'économie de l'attention récompense trop souvent la diffusion d'un contenu faible par rapport à un contenu de haute qualité, permet une course vers le bas pour la surveillance des consommateurs et crée un marché libre pour l'attention – où n'importe qui peut acheter un public.

## b. Automatisation et échelle

En plus de devoir gagner de l'argent, la plateforme Web doit aussi gérer une échelle mondiale. C'est cette échelle qui crée l'ubiquité qui est si précieuse pour les utilisateurs de ces services. La recherche Google indexe l'ensemble d'Internet. Tous vos amis et votre famille sont sur Facebook. Mais cette échelle pose également d'énormes défis logistiques. Des défis qui sont de plus en plus « relevés » par l'intelligence artificielle.

Par exemple, ce que nous voyons sur les plateformes est bien sûr très individualisé. L'algorithme qui détermine votre fil d'actualité sur Facebook ou votre recherche Google est le résultat d'une équation en constante évolution agissant en réponse aux données qui lui sont transmises. Cette personnalisation est la caractéristique principale des plateformes. Il s'agit d'une fonction éditoriale d'une ampleur ahurissante, qui consiste à trier des milliards d'éléments de contenu par jour. En plus de décider de ce que nous voulons le plus consommer, les plateformes doivent également réglementer ce qui peut être dit. Par exemple, sur plus d'un milliard de nouveaux messages sur Facebook chaque jour, certains violeront les conditions de service de l'entreprise ou une loi d'un pays dans lequel le service est fourni. La question est de savoir comment trouver et supprimer ces publications. La réponse à ces deux défis liés à l'échelle est le recours croissant à l'intelligence artificielle (IA).

Sur les plateformes, c'est l'IA qui détermine ce que nous voyons, si nous sommes vus et comment nous sommes représentés. Ces algorithmes sont ce qui fait que la plateforme Internet fonctionne et s'adapte. Mais ils sont essentiellement commerciaux par essence et sont chargés des préjugés et des subjectivités de leurs données et de leurs créateurs. Ils sont des nœuds de pouvoir de plus en plus influents dans notre société, et ils n'ont presque pas de comptes à rendre – ils sont en grande partie méconnaissables même pour ceux qui les ont créés. L'intérêt même de l'apprentissage machine, par exemple, est qu'il apprend et prend des décisions sans intervention humaine. Il n'existe tout simplement aucun moyen clair de rendre compte des décisions prises par ces systèmes. Nous ne pouvons que les tester et observer leur réaction.

Et l'intelligence artificielle va jouer un rôle encore plus important dans la détermination de notre sphère publique, puisqu'elle est utilisée pour fabriquer des médias synthétiques; une technologie qui nous permettra de monter et de fabriquer des vidéos d'événements. Combiné à des données personnalisées, cela permettra d'intégrer des versions individualisées des événements, impossibles à distinguer de la réalité et conçues en fonction de nos croyances et de nos préjugés personnels, directement dans nos fils sociaux. Ce façonnement de la réalité ne fera que compliquer les choses : nos espaces numériques deviendront le foyer de robots et d'agents de plus en plus sophistiqués. Des interactions littéralement créées et déterminées par l'intelligence artificielle, alors que nos vies deviennent de plus en plus virtuelles et augmentées par des technologies que nous ne comprenons pas. Quand les perceptions communes de la réalité deviennent sans fondement. Quand nous ne savons plus ce que nous savons et comment nous l'avons appris. Et quand il n'y a pas de version commune des événements (aussi imparfaite soit-elle), comment une société peut-elle atténuer les biens collectifs?

## 3. Ces caractéristiques structurelles contribuent à des coûts sociaux négatifs importants

Le troisième point que je veux faire valoir est que ces deux défis structurels (les exigences financières de l'économie de l'attention et l'utilisation de l'IA pour gérer les effets d'échelle) ont contribué à trois externalités négatives dans notre démocratie.

Premièrement, notre sphère publique devient de plus en plus toxique. Les discours fortement sexistes et racistes sont trop souvent encouragés, le discours politique est devenu plus extrême et diviseur, et le discours est devenu une arme ayant un effet de censure – les voix sont simplement noyées par les abus. C'est à la fois une fonction des plateformes qui reflètent tous les bons et les mauvais éléments du monde, mais c'est aussi une fonction de la conception des plateformes elles-mêmes, qui a trop souvent amplifié les contenus toxiques

et accentué les divisions dans notre société. Par exemple, Julia Angwin de ProPublica a découvert que les utilisateurs de Facebook pouvaient s'adresser à une variété d'auditoires créés de façon algorithmique, notamment « haine du Juif » (« Jew hater »), « Comment brûler les Juifs » (« how to burn jews ») ou « Comment les Juifs ont ruiné le monde » (« History of how jews ruined the world »)<sup>3</sup>. Une utilisatrice d'Instagram a récemment découvert qu'un algorithme avait transformé des commentaires haineux faits sur son compte Instagram en publicités. Y compris celui qui disait : « Je te violerai avant de te tuer, sale pute<sup>4</sup>. » Après la fusillade de l'école Parkland, la vidéo « tendance » no 1 sur YouTube était une théorie de conspiration prétendant qu'un survivant du massacre était un acteur<sup>5</sup>. Après le rassemblement de la suprématie blanche de Charlottesville, un article qualifiant la femme tuée de « grosse » et de « laide » a été diffusé 65 000 fois en 6 heures et est rapidement passé en tête de la section « Nouvelles » de Facebook<sup>6</sup>. Aucun humain dans ces entreprises n'a chargé ces termes ou ces résultats. Ce sont des exemples discrets que personne ne voulait. C'est exactement là où réside le problème. Ce sont des externalités négatives de la conception de l'infrastructure numérique. Facebook, en particulier, a investi des ressources considérables pour relever ces défis de modération de contenu. Mais l'ampleur du préjudice est réelle. Chaque fois qu'ils affectent la vie d'une personne, ils peuvent collectivement avoir un effet néfaste sur notre sphère publique.

Deuxièmement, nous risquons de devenir plus fragmentés. En dépit d'une grande diversité potentielle de contenu, la question de savoir si les individus reçoivent réellement un large éventail de points de vue reste ouverte. Puisque, sur les plateformes, nous recevons chacun une série d'informations personnalisées. C'est ce qui nous aide à filtrer le contenu que nous voudrions le plus consommer (il n'y a tout simplement pas d'autre moyen efficace pour nous aider à mieux trier le contenu que nous pourrions recevoir). Ces filtres incluent les algorithmes qui priorisent les résultats de recherche Google, les prochaines recommandations dans YouTube ou l'algorithme du fil d'actualité de Facebook. Ce sont eux qui rendent ces plateformes adaptables à des milliards d'utilisateurs. Mais nous sommes également filtrés par les algorithmes de micro-ciblage qui gèrent les technologies

publicitaires et qui permettent d'adapter les contenus à nos besoins spécifiques. C'est ce mécanisme, par exemple, que le gouvernement russe a utilisé pour cibler les citoyens américains en diffusant des messages propres à créer des divisions dans la société sur des questions telles que la race et l'immigration à l'approche des élections de 2016. Le risque est que nous soyons cloisonnés dans un contenu qui renforce nos préjugés ou enraine davantage nos croyances. Un débat académique considérable<sup>7</sup> a lieu sur l'existence, la nature et les conséquences des bulles de filtres et des chambres d'écho, les tendances radicalisantes des algorithmes de mobilisation<sup>8</sup>, ainsi que sur le rôle des médias dans l'aggravation des divisions<sup>9</sup>. Les gens se sont toujours auto-sélectionnés dans des tribus politiques et des cloisons d'information, mais la question est maintenant de savoir si la structure même de nos systèmes d'information exacerbe la gravité et la propagation des divisions dans notre société. C'est un domaine qui exige beaucoup plus de recherche.

Troisièmement, nous risquons de perdre l'appui d'informations fiables nécessaires dans une démocratie. La démocratie en soi a besoin de citoyens informés afin de légitimer la gouvernance collective. Et, pendant plus d'un siècle, l'information des citoyens, ou la diffusion d'informations sur notre monde, a été assurée par le journalisme. Cette responsabilité a placé les journalistes, bien qu'imparfaitement, au centre de notre discours démocratique. Dans ce modèle, un nombre suffisant de personnes détenaient suffisamment d'informations similaires pour pouvoir agir en tant qu'agents bien informés dans le processus démocratique.

Bien sûr, cela a toujours été une construction imparfaite. Ce qui est « l'actualité » est un produit de la culture. Elle est déterminée par un petit nombre de personnes qui reflètent souvent les structures de pouvoir et d'injustice que le journalisme sous sa forme idéalisée devrait tenir pour responsables. C'est ainsi que, lorsqu'Internet a présenté l'occasion de l'améliorer, beaucoup ont applaudi. Les citoyens ont pu s'exprimer, et les institutions défectueuses et défailtantes ont été mises à l'épreuve. Il en est résulté une période d'expérimentation médiatique axée sur la technologie.



Mais au-delà de la menace du monopole journalistique qui existait sur la création et la distribution de contenus, le Web social a également fait disparaître sa viabilité financière. Pendant la plus grande partie du XXe siècle, le journalisme avait été soutenu par trois grandes sources de revenus (petites annonces, publicité par affichage et abonnements), qui ont perdu de leur importance au profit d'Internet. Bien que ce double changement dans la production et le financement des nouvelles ait fortement perturbé les organismes de presse établis, il a également été défendu par un grand nombre (dont moi-même) comme une évolution positive dans la pratique du journalisme.

Cependant, comme Emily Bell et moi-même l'avons souligné dans *The Platform Press : How Silicon Valley Reengineered Journalism*<sup>10</sup>, la montée des plateformes a façonné non seulement l'industrie du journalisme, mais aussi la nature de l'information que nous recevons en tant que citoyens. Le journalisme doit maintenant faire face à la concurrence dans ce qui est ultimement un marché pour attirer notre attention, sans privilège aux côtés de toute l'information qui se bat pour nous atteindre. Ce n'est qu'une seule voix, un seul type de contenu qui rivalise avec les commérages, la propagande, la publicité et toute l'information diffusée par nos amis et notre famille. Et ce, dans le cadre d'un système où les incitations financières sont fixées par les plateformes elles-mêmes et à leur profit.

En même temps, l'effondrement de l'industrie du journalisme s'est poursuivi à un rythme effréné, fournissant un filet de sécurité de plus en plus faible contre le flot de faux contenus. En 2017, Google et Facebook représentaient 84 % des dépenses mondiales en publicité numérique et 90 % de la croissance du marché<sup>11</sup>. Pour être clair, les organismes de journalisme n'ont pas de droit inhérent aux revenus de la publicité. Les plateformes sociales ont construit un produit de vente de publicité beaucoup plus efficace et ont donc conquis le marché. Mais cela ne signifie pas pour autant que le déclin du modèle économique du journalisme n'a pas de conséquences sociales.

Qu'il s'agisse d'une cause ou d'une conséquence, nous assistons simultanément à un effondrement de la confiance dans le journalisme dans de nombreuses démocraties occidentales. Un récent sondage Axios a révélé que 92% des républicains pensent que les médias rapportent intentionnellement de fausses nouvelles<sup>12</sup>. Et un récent sondage de CBS News a révélé que, parmi les ardents partisans de Trump, 91 % lui font confiance pour obtenir des informations exactes, et seulement 11 % font confiance aux médias grand public<sup>13</sup>. Une démocratie exige l'enracinement d'une information commune et généralement digne de confiance, et cela s'estompe à mesure que la qualité de notre information devient de moins en moins fiable.

Enfin, il est de plus en plus évident que l'intégrité de nos élections elles-mêmes est vulnérable. En utilisant les outils mêmes fournis par l'économie de l'attention, les acteurs étrangers et nationaux peuvent façonner avec force le comportement des électeurs. Cela peut être parfaitement légal. Lors de l'élection de 2016, la campagne Trump a lancé et testé chaque jour entre 40 000 et 50 000 publicités micro-ciblées simultanées sur Facebook. Ces publicités ne pouvaient pas être évaluées par un individu comme étant vraies ou fausses; elles étaient plutôt conçues pour influencer le comportement (par exemple, ne pas voter) de sous-groupes d'électeurs très ciblés. La question de savoir si le micro-ciblage devrait être autorisé pour les publicités politiques fait l'objet d'un débat de plus en plus vif. Il y a aussi des menaces plus sérieuses. Cela peut inclure la combinaison de l'intelligence artificielle et du micro-ciblage géré par les données, comme nous l'avons vu dans le cas de Cambridge Analytica. Il peut s'agir de cyberattaques graves et de piratage informatique, comme nous l'avons vu dans les fuites de courriels de la campagne Clinton et dans la controverse sur les fuites de Macon. Mais ce peut être encore beaucoup plus insidieux. C'est précisément sur cette utilité de diviser que la Russie a misé pendant les élections. Ses agents ont utilisé Facebook, Instagram, Twitter et YouTube

non seulement pour diffuser de fausses informations, mais aussi pour semer la division parmi les Américains et pour soulever leurs passions – dans un cas, on a utilisé Facebook pour organiser des rassemblements pour et contre le mouvement Black Lives Matter. Ce type d'influence est très difficile à contrer. Toutes ces interventions ont pour effet ultime souhaité de saper la confiance dans les institutions démocratiques, voire l'intégrité des élections elles-mêmes. En dépit des efforts considérables déployés par les entreprises de plateforme et la société civile pour contrer ces menaces, des applications néfastes de ces capacités ont été mobilisées lors d'élections dans le monde entier.

#### **4. Il est nécessaire d'adopter des politiques publiques en réponse à ce problème, et elles devraient tenir compte d'un ensemble de principes directeurs.**

Alors que les gouvernements, la société civile et le secteur privé collaborent pour résoudre les problèmes complexes posés par les menaces à l'intégrité de notre sphère publique, il pourrait être utile de commencer avec des principes fondamentaux. D'autres auront des hypothèses supplémentaires, mais je suggérerais les principes directeurs suivants :

**PRINCIPE 1 :** La confiance est essentielle au bon fonctionnement d'une démocratie et d'une société cohésive, et elle est menacée. En dépit du bien commun social et économique, certaines externalités négatives causées par Internet menacent nos institutions démocratiques, la cohésion sociale et les valeurs sous-jacentes à un discours vigoureux, mais civil. Bien que l'entrée dans un nouveau village numérique soit plus ouverte que jamais et qu'elle ait d'énormes effets d'autonomisation, elle est également vulnérable à une utilisation abusive importante. Le vote présidentiel de 2016, le référendum sur le Brexit et une série d'élections dans le monde entier soulignent ces risques croissants pour les fonctions démocratiques. La confiance et les connaissances collectives qui sont à la base de notre démocratie s'érodent, et l'information dont les citoyens ont besoin pour s'autogouverner s'est avérée beaucoup trop vulnérable aux abus et à la manipulation.

**Ce que cela signifie pour les plateformes :** Malgré des avantages sociaux et économiques extrêmement positifs, la conception des plateformes a également produit des externalités négatives (décrites ci-dessus), qui ont finalement contribué à un déclin de la confiance dans les institutions démocratiques traditionnelles. Que faudrait-il pour que les plateformes optimisent la confiance?

**Ce que cela signifie pour les gouvernements :** La structure très hiérarchique des institutions gouvernementales signifiait que, dans les premières phases d'Internet, elles étaient très lentes à maximiser les possibilités et l'efficacité de l'économie numérique. Il en résulte que les citoyens se sont tournés de plus en plus vers d'autres prestataires de services et qu'ils étaient déjà prédisposés à se détacher du gouvernement, ce qui a exacerbé la crise de confiance actuelle dans les institutions. Comment les gouvernements peuvent-ils réaffirmer leur rôle dans notre démocratie à un moment où la confiance dans leur capacité de fournir des services et de régler nos défis actuels est en déclin?

**Ce que cela signifie pour la société civile :** Malgré la nécessité d'une plus grande fiabilité de l'information dans la société, la société civile a été vidée de sa substance par des compressions budgétaires, et, trop souvent, elle n'a pas réussi à faire passer son rôle dans la sphère publique numérique. Comment la société civile peut-elle faire changer son rôle vers celui de fournir des nœuds de confiance sans but lucratif dans la société?

**PRINCIPE 2 :** Les politiques publiques ont un rôle nécessaire à jouer; l'autorégulation en soi ne suffit pas. Comme dans la période qui a précédé la crise financière de 2008, les incitatifs dans ce cas sont également alignés contre la réforme. Malgré les efforts considérables déployés au cours des dernières années pour régler certains de ces problèmes, les plateformes sont en fin de compte de sociétés cotées en bourse dont les actionnaires exigent une croissance. Cette croissance peut être ou ne pas être conforme à l'intérêt public. Les plateformes sont elles-mêmes de plus en plus disposées à discuter de ce à quoi pourrait ressembler un régime réglementaire pour les plateformes sociales. Comme l'a déclaré Mark Zuckerberg, PDG de Facebook, à un comité de surveillance de la Chambre des représentants

des États-Unis cette année, « Internet prend de plus en plus d'importance dans la vie des gens partout dans le monde et je pense qu'il est inévitable qu'il y ait besoin d'une réglementation »<sup>14</sup>. (traduction libre) Malgré cela, il subsiste un fort soutien politique en faveur d'une approche de laisser-faire. Certains prétendent que les problèmes sont exagérés, que le secteur privé est le mieux placé pour régler les problèmes qui pourraient se poser et qu'une intervention excessive du gouvernement pourrait nuire à l'innovation ou même à la libre expression. D'autres intervenants du secteur de la technologie ont assuré les gouvernements et le public qu'ils déploient de nouveaux efforts pour limiter les méfaits sociaux de leurs produits. De telles promesses ont été faites à maintes reprises depuis près d'une décennie. Et même si elles sont aujourd'hui sincères, l'autorégulation en matière de démocratie numérique n'a pas plus de chances de réussir que sur les marchés financiers, car les incitatifs économiques s'y opposent.

**Ce que cela signifie pour les plateformes :** Certains signes prometteurs montrent que, en raison de la pression du marché ou de nouvelles connaissances sur la menace, les plateformes modifient leur point de vue et leur approche sur des questions telles que la modération du contenu. Toutefois, les sociétés fermées cotées en bourse ont un devoir envers leurs actionnaires et on ne peut s'attendre à ce qu'elles sacrifient unilatéralement la croissance future de leurs revenus, qui dépend de la collecte accrue de données et de leur expansion dans de nouveaux marchés et secteurs.

**Ce que cela signifie pour les gouvernements :** Lorsqu'il est confronté à une défaillance du marché qui entraîne des résultats sociaux et économiques négatifs, il est clairement de la responsabilité du gouvernement d'agir. En partie parce que de nombreux gouvernements ont adopté une approche non interventionniste à l'égard de la technologie (ce qui a entraîné une croissance considérable), nous n'en sommes qu'aux premières étapes de la détermination de la meilleure façon de réagir.

**Ce que cela signifie pour la société civile :** La société civile n'est pas soumise aux mêmes pressions du marché que le secteur privé et pourrait donc fournir des services dans le cadre de structures incitatives différentes.

**PRINCIPE 3 :** Il s'agit essentiellement d'un problème du côté de l'offre. Les citoyens sont en droit de s'attendre à ce que les producteurs et les distributeurs d'informations civiques soient tenus de respecter des normes de transparence et de responsabilité. Bien qu'il existe clairement un besoin d'éducation civique accrue, y compris la culture numérique et la pensée critique, il n'incombe pas uniquement aux citoyens de distinguer les vraies nouvelles de la désinformation ou de résister aux appels à leurs craintes et à leurs inquiétudes. Les défis de la désinformation ne sont pas un choix binaire entre le vrai et le faux, mais plutôt un choix d'influences comportementales sophistiquées à l'IA. Une bien meilleure vérification des faits par les citoyens et une culture numérique sont donc une étape nécessaire, mais pas suffisante. De plus, comme l'ont conclu toutes les grandes commissions internationales et tous les rapports qui ont traité de cette question, nous devons nous attaquer aux problèmes structurels et non seulement à leurs symptômes. Pour ce faire, il faudra une approche stratégique globale dirigée par des gouvernements démocratiques.

**Ce que cela signifie pour les plateformes :** Les entreprises de plateformes ne sont ni des radiodiffuseurs, ni des entreprises de médias, ni des services publics, ni des plateformes neutres. En fait, elles sont toutes ces choses. Elles touchent à tellement d'aspects de notre vie que toute approche visant à gérer les défis de la désinformation sera nécessairement vaste et multidimensionnelle.

**Ce que cela signifie pour les gouvernements :** Le gouvernement doit considérer la technologie numérique comme un enjeu interministériel et pangouvernemental. Une approche cloisonnée qui traite l'innovation numérique séparément de la cybersécurité et de l'intégrité démocratique fait fausse route. Qui plus est, les gouvernements nationaux doivent se coordonner et apprendre les uns des autres lorsqu'ils mettent à l'essai des approches stratégiques en réponse à cet ensemble de problèmes.

**Ce que cela signifie pour la société civile :** La société civile a le potentiel de servir de pont entre les plateformes, les gouvernements et les citoyens à l'heure où nous cherchons à développer une approche globale face à la gouvernance

des technologies numériques. Elle jouera également un rôle essentiel dans la mise en œuvre d'une gamme de solutions à des problèmes allant de la culture numérique aux nouveaux modèles d'information à but non lucratif.

**PRINCIPE 4 :** La gouvernance de la technologie et ses impacts sociaux doivent être conçus de manière à ne pas freiner l'innovation et restreindre la liberté d'expression. Au cœur du débat sur la gouvernance des nouvelles technologies de l'information se trouvent deux risques qui doivent être équilibrés. Premièrement, comme dans d'autres industries, la réglementation ne doit pas étouffer l'innovation numérique. Internet et l'utilisation des données sont les nouveaux moteurs de la croissance économique. Comme dans le secteur financier, les organismes de réglementation doivent insister sur certaines normes de comportement et de prudence sans aller dans les détails. Deuxièmement, toute mesure législative ou réglementaire prise par les gouvernements ou tout changement apporté aux mécanismes et aux conditions d'utilisation des plateformes doit tenir compte des préoccupations liées à la limitation de la liberté d'expression. Le pouvoir central du Web réside dans la multitude de façons dont il a accru la liberté d'expression et donné plus de pouvoir à ceux qui étaient auparavant exclus de la sphère publique. Les réponses aux véritables défis posés par l'utilisation néfaste des plateformes doivent équilibrer toute action et son incidence sur la liberté d'expression.

**Ce que cela signifie pour les plateformes :** Le contenu diffusé sur les plateformes est fonction de ce que les individus disent, de ce qui est amplifié par les plateformes et de ce qui est considéré comme un discours acceptable par les entreprises privées. À la lumière des abus de ce système, certaines plateformes comme Facebook ont proposé de nouvelles règles et de nouveaux processus pour modérer les discours. Des mesures prometteuses, mais le tout devrait aussi inclure une plus grande participation des gouvernements démocratiques.

**Ce que cela signifie pour les gouvernements :** Les gouvernements démocratiques doivent participer au débat sur la manière dont les discours seront modérés sur les plateformes. Il s'agira à la fois d'appliquer la loi actuelle (comme le discours haineux), mais aussi de participer à une conversation difficile sur les discours néfastes jugés acceptables dans la sphère publique numérique. Ces décisions ne devraient pas être laissées aux seuls acteurs privés.

**Ce que cela signifie pour la société civile :** La société civile a joué un rôle déterminant dans l'identification et la surveillance des discours néfastes et dans la vérification des contenus qui circulent dans notre écosystème médiatique, y compris sur les plateformes. Ces efforts doivent être élargis et mieux financés.

## 5. Il y a des victoires relativement faciles qui exigent le leadership du gouvernement

Au cours des deux dernières années, un large éventail d'efforts importants ont été déployés pour définir la réponse stratégique potentielle à l'ensemble des défis à la sphère publique décrits ci-dessus (pour n'en citer que quelques-uns: le groupe de haut niveau sur les fausses informations et la désinformation en ligne de la Commission européenne<sup>15</sup>, le rapport provisoire du UK Parliament's Digital, Culture, Media and Sport Committee, Disinformation and 'fake news'<sup>16</sup>, la Knight Commission on Trust, Media and Democracy<sup>17</sup>, la LSE Truth, Trust & Technology Commission<sup>18</sup> ainsi que des centaines d'ouvrages sur les différents aspects du problème). Le point commun à tous ces travaux est que tous soutiennent qu'il n'y a pas de solution miracle à cet ensemble de problèmes. Chacun d'eux donne plutôt à entendre que nous avons besoin d'une vaste combinaison de politiques dans un nouveau domaine stratégique public non exploré qui exige de l'expérimentation, de l'itération et

une coordination internationale. Ils soutiennent également tous que, même si le leadership et la coopération du secteur privé sont absolument essentiels pour relever des défis hautement techniques, la structure incitative de cette action doit être créée par des gouvernements démocratiquement élus. Ultiment, c'est aux gouvernements démocratiques que la société a confié la tâche de déterminer et d'appliquer les lois et les mécanismes de responsabilisation sur lesquels nous nous entendons collectivement. Ceux-ci sont peut-être déphasés par rapport à la nature et au caractère de l'économie numérique, mais la réponse est une meilleure gouvernance, et non l'autoréglementation. Pour cette raison, la discussion ci-dessous se concentrera sur ce à quoi pourrait ressembler ce programme de gouvernance.

**Dans un rapport rédigé pour le Forum des politiques publiques et intitulé La démocratie divisée :** Contrer la désinformation et la haine dans la sphère publique<sup>19</sup>, Edward Greenspon et moi-même avons soumis au débat et à la discussion ce que nous considérons comme un menu potentiel d'options stratégiques que les gouvernements du monde entier expérimentent. Ce menu d'options comprend un large éventail de politiques, dont un grand nombre sont hors de la portée de cet atelier. Et les répéter textuellement dépasse les limites du présent document, mais j'aimerais regrouper quelques-unes de ces idées dans ce que je considère comme des gains faciles qui pourraient avoir un impact immédiat substantiel et les défis stratégiques beaucoup plus difficiles auxquels nous devons faire face dans les années à venir.

Premièrement, je pense qu'il y a des gains relativement faciles pour lesquels il existe un consensus international considérable, un risque d'inconvénient minimal et un impact potentiel important. Dans chacun de ces domaines, la coordination internationale est essentielle et apporterait une valeur ajoutée considérable.

**Transparence publicitaire :** Les gouvernements aux vues similaires pourraient envisager une réglementation coordonnée de la transparence publicitaire. Le gouvernement pourrait établir des règles exigeant de

nouvelles mesures importantes de transparence de la publicité politique sur les médias numériques. La vulnérabilité du public à la manipulation par la publicité politique pendant et entre les élections est très réelle, en particulier pour les messages négatifs qui ciblent des groupes ethniques, régionaux et thématiques particuliers. La législation devrait inclure : la divulgation d'annonces en temps réel, l'interface de programmation ouverte et lisible par machine pour l'archivage des données publicitaires, les mécanismes de responsabilité financière et les règles de connaissance de la clientèle qui exigent que les plateformes publicitaires numériques vérifient l'identité des annonceurs politiques et prennent toutes les mesures raisonnables pour empêcher les ressortissants étrangers de tenter d'influencer des élections. Certaines plateformes, comme Facebook, ont fait beaucoup de chemin pour satisfaire à certains de ces critères, mais cela devrait être obligatoire sur toutes les plateformes numériques. En outre, les entreprises de médias numériques, comme les radiodiffuseurs, pourraient être tenues d'uniformiser les frais de publicité pour les acteurs politiques, y compris les tiers et les partis politiques, et il leur serait interdit de jouer les favoris.

**Renforcement des lois sur la protection des données :** Les régimes actuels de protection de la vie privée ont une portée limitée, leur capacité d'action est faible, et ils ne sont pas coordonnés à l'échelle mondiale. Il s'agit là d'un problème fondamental dans un monde où les données sont devenues une denrée extrêmement précieuse, où elles circulent librement au-delà des frontières et où elles sont nécessaires à une masse critique tant pour les technologies de l'IA que pour les technologies publicitaires micro-ciblées. Une approche plus productive pourrait consister à déplacer le débat sur la protection de la vie privée vers un débat sur les droits. Les citoyens devraient-ils avoir plus de droits sur la propriété personnelle des données qu'ils produisent? Les mesures dans ce domaine pourraient inclure : examiner un modèle de consentement significatif à la collecte et à l'utilisation des données personnelles; accorder plus de droits aux particuliers sur l'utilisation, la mobilité et

la monétisation de leurs données; adopter de nouvelles dispositions sur la sécurité et la souveraineté des données; accroître le pouvoir de surveillance et de réglementation pour sanctionner les atteintes à la vie privée. Les droits sur les données permettent aux citoyens de réfléchir de manière critique à leurs données en tant qu'atout précieux dans l'économie post-industrielle, mais ils pourraient également conduire à une nouvelle génération d'innovation de données dans l'économie, à l'heure où un nouvel écosystème émerge dans la concurrence du capitalisme de surveillance. Une économie qui valorise différemment nos données.

**Identification des bots et de l'agent :** La propagande politique automatisée, la désinformation et les discours néfastes sont un problème qui prend rapidement de l'ampleur. Ces comptes sont utilisés pour amplifier des messages conflictuels et incendiaires, pour cibler des individus et pour imiter le comportement humain. Un récent sondage du Pew Research Center a constaté que la plupart des Américains ne peuvent pas distinguer les robots des humains sur les médias sociaux<sup>20</sup>. Et, alors que certaines plateformes ont intensifié leurs efforts pour bloquer les robots et les faux comptes, les développeurs de robots gagnent la course aux armements. Il existe des mécanismes de gouvernance potentiels qui pourraient être rapidement mis en place pour faire face à ce problème croissant. Tous les comptes de médias numériques qui présentent des comportements d'automatisation ou de pourriels à haute fréquence pourraient être clairement étiquetés comme un paramètre par défaut. Les citoyens doivent savoir quand ils ont affaire à un agent, à un bot ou à toute autre forme d'IA qui se fait passer pour un humain.

**Taxation équitable :** Il est nécessaire de moderniser la politique fiscale pour l'économie numérique. La Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Norvège, la Corée du Sud, le Japon, la Suisse, l'Afrique du Sud, Israël et l'Union européenne ont tous transféré la taxation des biens numériques du lieu de l'entreprise au lieu du client. Les entreprises technologiques mondiales se sont conformées à cette exigence. Sur la question de l'impôt des sociétés, l'OCDE a collaboré avec les États membres pour lutter contre l'érosion de l'assiette

fiscale et le transfert des bénéfices, qui sont monnaie courante dans les plateformes mondiales d'entreprises. Certaines administrations n'attendent pas la date butoir de 2020 pour formuler leurs recommandations.

**Politique de concurrence modernisée :** Avant que les gouvernements ne lancent une croisade de dix ans contre la perte de confiance, ils devraient commencer par un programme de politique de concurrence qui donne des résultats immédiats et tangibles. Cela pourrait inclure des considérations entourant les restrictions sur l'acquisition de nouveaux concurrents, la séparation structurelle du suivi du comportement et du ciblage publicitaire des entreprises, et la transférabilité des données des consommateurs d'un fournisseur de services à un autre. Des questions antitrust plus larges, qui, si elles doivent être abordées, nécessitent très probablement un effort de collaboration internationale.

**Réforme des radiodiffuseurs publics :** Dans de nombreux pays, les radiodiffuseurs publics constituent un filet de sécurité d'information fiable. Mais, dans de nombreux cas, ils ont un besoin urgent de réforme. CBC/Radio-Canada, par exemple, est le plus grand producteur de contenu canadien et celui qui est en meilleure santé. Le déclin de l'industrie de la presse écrite a mené à une situation où les revenus de CBC/Radio-Canada et les revenus publicitaires de tous les journaux du Canada ont convergé. La question qui se pose de plus en plus est de savoir si CBC/Radio-Canada doit continuer d'être un concurrent stratégique pour le reste de l'industrie ou si elle doit devenir un partenaire stratégique. CBC/Radio-Canada devrait envisager d'adopter une approche de source ouverte, en faisant passer l'organisme d'un concurrent autonome de la radiodiffusion publique à un fournisseur public universel et à un amplificateur du journalisme de qualité.

**Littératie numérique :** Il est de plus en plus évident, à mesure qu'une génération grandit en s'immergeant dans les plateformes numériques, qu'un effort à grande échelle et à long terme d'éducation civique et de réflexion critique est nécessaire. Actuellement, les campagnes de littératie numérique, bien qu'elles fassent appel à des organisations très crédibles et qu'elles fassent des incursions dans les écoles

et dans le discours public, sont trop souvent fragmentaires, limitées au niveau régional et d'une portée trop étroite. Il faut évaluer l'efficacité de ces efforts à ce jour et adapter les modèles qui ont fait leurs preuves pour qu'ils s'adressent non seulement aux jeunes, mais à un large éventail de citoyens. Cela pourrait inclure une formation sur les outils numériques de protection de la vie privée, l'éducation sur la façon dont le contenu est distribué et l'information ciblée en ligne, l'hygiène numérique complète et la sensibilisation à l'intimidation, à la haine et aux préjugés en ligne.

**Meilleure cybersécurité axée sur la désinformation :** Les organismes de sécurité nationale doivent considérer les menaces étrangères à l'intégrité des élections comme une menace à la sécurité nationale. Il y a des preuves claires que de nombreux gouvernements étrangers cherchent activement à perturber les élections démocratiques, et il n'y a aucune raison de croire que cette tendance va s'atténuer. Une solide coordination internationale est essentielle à cet égard, comme l'ont montré les premières initiatives de surveillance de la désinformation du G7.

## 6. Cependant, il y a aussi des défis beaucoup plus difficiles à relever

Enfin, même si les idées exposées ci-dessus font l'objet d'un assez fort consensus et que je crois qu'elles feraient une différence importante dans le problème de la désinformation, il y a une foule de questions pour lesquelles il n'existe ni solution facile ni consensus significatif. Je dirais qu'il s'agit là de défis redoutables qui s'accompagnent de compromis difficiles et qui vont exiger une coordination multisectorielle des politiques. Je les signale à des fins de discussion.

**Modération du discours :** L'échelle est un défi fondamental qui fait partie intégrante de l'économie des plateformes. La nécessité de modérer le contenu à l'échelle mondiale, sur des centaines de millions de nouveaux contenus par jour, en temps réel, et sous réserve des lois et réglementations locales, est à mon avis un défi existentiel pour les entreprises de plateformes. C'est un problème qui risque de miner leur modèle d'affaires de base. Mais ce n'est pas uniquement leur

problème. Les gouvernements doivent décider si leurs lois sur la liberté d'expression doivent être mises à jour pour le monde numérique, si elles seront appliquées et comment elles le seront. Et les défis de la modération, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, comportent des questions très difficiles concernant la liberté d'expression, la censure, le discours néfaste par opposition au discours haineux, et les nuances locales et régionales. Comme l'a fait remarquer le chercheur Tarleton Gillespie, ce type de modération de contenu nécessite « de porter des jugements désagréables et de faire des distinctions difficiles à défendre. Pour contrôler l'expression publique et le comportement social à cette échelle, il faut mettre en balance des valeurs contradictoires et inconciliables : la liberté d'expression par rapport à la protection contre le préjudice, éviter l'offense par rapport à la sensibilisation, cacher l'obscénité par rapport à l'affichage d'informations dignes d'intérêt »<sup>21</sup>. (traduction libre) Ces difficultés ont conduit à demander la création de conseils mondiaux de normes sur les médias sociaux et à demander à Mark Zuckerberg d'envisager une forme de « cour suprême » de la modération, qui rendrait des jugements contraignants indépendamment de Facebook<sup>22</sup>. Il est urgent que les gouvernements (qui ont la responsabilité démocratique de gouverner le discours dans leur société) participent à cette conversation.

**Responsabilité :** Le concept de sphère de sécurité a été à la base du développement d'Internet. Bien que le concept ait une signification différente selon les administrations, le principe de base est que les entreprises de plateforme sont des intermédiaires pour la transmission d'informations et ne devraient donc pas être tenues responsables des violations à la loi commises en utilisant leurs services. Il s'agit d'un écart par rapport aux notions historiques de responsabilité, où l'on était soit un éditeur (comme un journal), auquel cas l'institution qui diffusait le contenu en était responsable, soit un service public (comme une entreprise de télécommunications) ou un transporteur public (comme une station de câblodistribution), auquel cas

on acceptait un degré élevé de réglementation sur l'accès égal et la tarification. Les plateformes ont fait valoir qu'elles n'étaient ni des éditeurs ni des services publics. Mais, peut-être plus précisément, elles ont les attributs des deux.

Si tel est le cas, la question qui suit est de savoir comment les traiter dans le cadre de nos régimes juridiques et de nos règlements en matière de radiodiffusion. Les gouvernements devraient-ils imposer des contraintes juridiques et réglementaires à la liberté d'expression elle-même? Les initiatives varient d'une administration à l'autre, mais les nouvelles lois allemandes contre le discours haineux et l'abrogation potentielle de la CDA 230 aux États-Unis cherchent à limiter ce qui peut être dit sur les plateformes, et qui est responsable en dernier ressort de ce discours – la personne qui parle ou l'entreprise qui distribue et monétise ce qui est dit? Ou les plateformes devraient-elles être réglementées en fonction du type de service qu'elles fournissent? Par exemple, lorsqu'elles vendent des publicités politiques, les entreprises de médias numériques devraient-elles être traitées comme des diffuseurs et tenues d'uniformiser les frais de publicité pour les acteurs politiques afin d'interdire la diffusion de favoris? Ou lorsqu'une plateforme commande du contenu médiatique original, devrait-elle être assujettie aux lois sur le contenu canadien? Lorsque les plateformes servent d'espace pour l'expression d'opinions personnelles, la responsabilité devrait-elle être transférée aux utilisateurs individuels? La réalité, bien sûr, c'est que les plateformes sont devenues des aspects centraux et indispensables de notre sphère publique et qu'elles remplissent des fonctions multiples qui étaient autrefois traitées par des lois et des régimes réglementaires distincts. Cette réalité requiert l'adoption d'une approche plus nuancée de la façon dont elles sont régies.

**Responsabilité algorithmique :** Alors que l'intelligence artificielle évolue pour jouer un rôle de plus en plus important dans le façonnement de nos marchés de l'information, de notre société et de notre économie, il est urgent d'intégrer ces nœuds du pouvoir décisionnel aux normes de responsabilité et de transparence que nous exigeons dans les démocraties. Nous le faisons pour l'inspection de la santé et de la sécurité

ainsi que pour les vérifications financières, mais le cas de la responsabilité algorithmique est plus difficile. Les algorithmes sont au cœur de la propriété intellectuelle de nombreuses entreprises de l'économie de l'information. Et il y a de vrais problèmes de connaissance dans les systèmes d'apprentissage machine – comment les auditeurs humains savent-ils comment et pourquoi une IA prend une décision? Toutefois, la réponse ne peut être l'autoréglementation. Ces technologies doivent faire l'objet d'une surveillance gouvernementale qui pourrait comprendre l'examen des données de formation, les biais de conception et les résultats discriminatoires. Cela pourrait nécessiter des audits algorithmiques, des rapports publics, des registres de comptes publics automatisés ou de nouvelles normes éthiques et juridiques pour le déploiement de l'IA.

**Soutien au journalisme :** Après près d'une décennie d'expérimentation et de collaboration avec des plateformes à la recherche du graal de l'échelle et de la monétisation, de nombreux éditeurs ont désespérément besoin de modèles alternatifs. Cela comprend à la fois les éditeurs traditionnels et les entreprises en démarrage numérique. Bien que certains marchés (comme les États-Unis) aient vu leur production de nouvelles soutenue et le plus souvent financée par du capital de risque, ce même phénomène ne s'est pas produit dans de nombreux autres pays (dont le Canada). Il est clair qu'il y a une défaillance du marché qui s'est traduite par un déclin substantiel du journalisme civique et responsable. Cette baisse est survenue au moment même où nous en avons le plus besoin pour contrer la fréquence de la désinformation. Et alors que le nombre de journalistes professionnels diminue, les besoins du public en matière de services ont augmenté. Dans d'autres industries, une défaillance du marché dans un domaine considéré comme un bien social serait une indication claire de la nécessité d'un soutien gouvernemental. Mais le journalisme est différent du secteur de l'automobile, par exemple, parce que son rôle premier est de tenir le pouvoir, y compris celui du gouvernement lui-même, responsable de ses actes. Il existe un risque réel de saper le rôle indépendant de la presse par le biais de subventions gouvernementales.



### **Le gouvernement canadien a proposé des crédits d'impôt**

pour compenser le travail du journalisme et accorder le statut d'organisme de bienfaisance aux activités sans but lucratif de journalisme civique. Le problème entourant ces deux idées, c'est qu'elles exigent que quelqu'un décide qui est journaliste et qui ne l'est pas. Cela a conduit de nombreux critiques à rejeter cette idée. À mon avis, dans un monde où nous sommes confrontés à une crise d'information digne de confiance, ne pouvons-nous pas trouver un moyen de caractériser le journalisme qui correspond à une définition très large du bien civique? Le moment est venu de défendre le journalisme d'intérêt public. Toutefois, cet appui devrait donner la priorité aux nouveaux venus sur le marché, et, surtout, le gouvernement devrait d'abord réformer la seule entité médiatique sur laquelle il a déjà son mot à dire – CBC/Radio-Canada. Cela devrait comprendre la réforme du mandat de CBC/Radio-Canada, l'abolition de la publicité sur support numérique et la transition de l'organisation d'un média concurrent à un média privé en une plateforme pour la création et l'amplification du journalisme civique canadien. Si CBC/Radio-Canada consacrait ses ressources à la production de journalisme civique, amplifiait le journalisme civique pratiqué par d'autres et diffusait son contenu au moyen d'une licence Creative Commons, elle pourrait contribuer à fournir du contenu à un écosystème de jeunes entreprises et d'organismes communautaires, à diffuser une information de qualité dans notre société et à endiguer le flot de désinformation dans l'écosystème des médias.

Un certain nombre d'efforts ont également été déployés pour élaborer un système de normes qui pourrait donner un signal de confiance aux lecteurs. Le Canada a déjà un Conseil national des médias qui statue sur les plaintes. Par exemple, The Journalism Trust Initiative (JTI) est une initiative de Reporters Sans Frontières (RSF) et de ses partenaires pour lutter contre la désinformation et promouvoir un journalisme digne de confiance en adhérant à un ensemble convenu de normes de confiance et de transparence. Celles-ci seront élaborées et mises en œuvre au moyen d'une série d'ateliers qui se tiendront en 2018 et en 2019. L'effort visera à refléter

la transparence de la propriété des médias et des sources de revenus, ainsi que les méthodes journalistiques et le respect des normes éthiques et de l'indépendance en créant une référence en matière d'autoréglementation des médias et de bonnes pratiques pour tous ceux qui produisent du contenu journalistique, depuis les blogueurs individuels jusqu'aux groupes internationaux de médias. Cela permettra aux consommateurs et aux annonceurs de savoir quelles offres journalistiques sont conformes aux normes et lesquelles ne le sont pas. Cela pourrait finalement mener à l'établissement d'une « liste blanche » de sites qui répondent aux normes de l'industrie. Un effort similaire est en cours sous la direction d'Internews pour répondre aux préoccupations des annonceurs concernant ce qu'ils appellent la sécurité des marques : s'assurer que leurs publicités ne se retrouvent pas dans des environnements numériques pollués par la désinformation et la haine.

### **Application de la loi et coordination à l'échelle mondiale :**

Les plateformes sont des organisations mondiales qui, en l'absence de règles nationales appliquées, se tourneront vers leurs propres conditions de service et pratiques commerciales. C'est tout à fait compréhensible. Du même coup, en raison de l'ampleur des activités de ces entreprises et du pouvoir qu'elles détiennent en conséquence, ainsi que de la complexité des nouveaux défis de gouvernance qu'elles présentent, il est très difficile pour un pays donné d'agir seul en matière de réglementation. Nous assistons à l'émergence de trois régimes réglementaires dominants : le modèle européen de discours réglementé, une politique de concurrence modernisée et une protection accrue de la vie privée; l'approche américaine du laisser-faire; et le modèle autoritaire chinois de surveillance et de contrôle. En même temps, les entreprises du secteur privé et la société civile expérimentent des solutions à ces problèmes, souvent indépendamment les unes des autres. Au fur et à mesure que ces modèles évolueront, il faudra que d'autres pays collaborent à la mise en œuvre, coordonnent leurs interventions et proposent des idées stratégiques. Cela se fera invariablement par l'intermédiaire d'organisations étatiques telles que le G7, le G20, l'OCDE et l'ONU. Mais il

faudra aussi de nouvelles institutions réunissant les acteurs étatiques et non étatiques nécessaires pour résoudre ces problèmes stratégiques difficiles.

Une coordination mondiale s'impose, non seulement pour l'application des lois existantes, mais aussi pour l'élaboration d'un nouveau régime réglementaire mondial pour l'économie numérique. Jim Balsillie a soutenu que nous sommes dans un autre Bretton Woods<sup>23</sup>. Que, comme dans l'économie mondiale d'après-guerre, nous avons besoin d'un nouvel ensemble de règles mondiales. Au lieu de règles nécessaires pour les marchés financiers, la politique monétaire, les flux de capitaux ainsi que le développement et la prévention des conflits, nous avons maintenant besoin de règles pour les données et la propriété intellectuelle – les actifs immatériels dont dépendent désormais la plupart de l'économie développée et, de plus en plus, la santé de nos sociétés.

Il y a une foule de défis liés à cette idée qui nécessitent réflexion et débat. Les pays ont des notions très différentes de la liberté d'expression. Il y a peu de consensus sur ce à quoi ressemblent une mobilité et un consentement significatifs. Il y aura des défis fondamentaux en matière d'application de la loi. Les appels à la souveraineté des données entreront en conflit avec la façon dont les données circulent et sont stockées dans l'économie numérique actuelle. Il existe des

tensions entre la politique industrielle fondée sur l'IED et l'expansion des industries nationales, en particulier dans les biotechnologies et l'IA. Les gouvernements ou les marchés individuels n'ont pas encore la capacité de reproduire les gains d'efficacité possibles dans la mise en œuvre de projets d'infrastructure axés sur la technologie, comme les villes intelligentes. Comment concilier la valeur des communications cryptées et le potentiel de responsabilité et de transparence des plateformes ouvertes? Comment allons-nous gouverner l'espace émergent de l'augmentation humain-numérique et lutter avec de nouveaux concepts d'autonomie humaine? Et comment surmonter l'avantage réel de l'opérateur historique dans les espaces de grandes données massives et d'intelligence artificielle?

Ces défis doivent être débattus, mais ils ne sont pas une raison pour revenir à des conversations nationales séparées. Il s'agit d'un problème mondial d'action collective qui exige une coordination mondiale. À mon avis, un bon point de départ serait l'élaboration d'une déclaration mondiale des droits numériques, organisée par un grand groupe d'États démocratiques. Cela devrait être dirigé par les démocraties afin que les premiers principes difficiles de la façon dont nous régirons l'économie numérique soient, d'une certaine manière, responsables devant les citoyens qu'ils affecteront.

## Références

- <sup>1</sup> Barlow, Perry 1996. *Declaration of the Independence of Cyberspace*. Disponible à l'adresse: <https://www.eff.org/cyberspace-independence>
- <sup>2</sup> Vosoughi et coll. *Science*, 9 mars 2018 : Vol. 359, no 6380, p. 1146-1151. DOI : 10.1126/science.aap9559
- <sup>3</sup> Anguin, Julia, Madeline Varner et Ariana Tobin, 2017. « Facebook Enabled Advertisers to Reach 'Jew Haters' », *ProPublica*, 14 septembre. Disponible à : <https://www.propublica.org/article/facebook-enabled-advertisers-to-reach-jew-haters>
- <sup>4</sup> Levin, Sam, 2017. « Instagram uses 'I will rape you' post as Facebook ad in latest algorithm mishap », *The Guardian*, 21 septembre. Disponible à : <https://www.theguardian.com/technology/2017/sep/21/instagram-death-threat-facebook-olivia-solon>
- <sup>5</sup> Herrman, John, 2018. « The Making of a No. 1 YouTube Conspiracy Video After the Parkland Tragedy », *The New York Times*, 21 février. Disponible à : <https://www.nytimes.com/2018/02/21/business/media/youtube-conspiracy-video-parkland.html>
- <sup>6</sup> Newton, Casey, 2017. « Facebook is deleting links to a viral attack on a Charlottesville victim », *The Verge*, 14 août. Disponible à : <https://www.theverge.com/2017/8/14/16147126/facebook-delete-viral-post-charlottesville-daily-stormer>
- <sup>7</sup> Boxell, Levi, Matthew Gentzkow, Jesse M. Shapiro, 2017. « Internet use and political polarization », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, oct., 114 (40) 10612-10617; DOI:10.1073/pnas.1706588114; Fletcher, R. and Nielsen, R. K. 2017. « Are News Audiences Increasingly Fragmented? A Cross-National Comparative Analysis of Cross-Platform News Audience Fragmentation and Duplication », dans *J Commun*, 67: 476-498. doi:10.1111/jcom.12315; Bright, J. 2016. « Explaining the emergence of echo chambers on social media: the role of ideology and extremism » arXiv:1609.05003v1; Quattrociocchi, W., Scala, A., et Sunstein, C. R., 2016. « Echo chambers on facebook », Harvard Law School Discussion Paper No. 877.
- <sup>8</sup> Lewis, Rebecca, 2018. « Alternative Influence : Broadcasting the Reactionary Right on YouTube », *Data and Society*. Disponible à : <https://datasociety.net/output/alternative-influence/>; O'Hara, K., & Stevens, D., 2015. « Echo chambers and online radicalism: Assessing the Internet's complicity in violent extremism », *Policy & Internet*, 7(4), 401-422.
- <sup>9</sup> Philips, Whitney, 2018. « The Oxygen of Amplification: Better Practices for Reporting on Extremists, Antagonists, and Manipulators », *Data and Society*, 22 mai. Disponible à : <https://datasociety.net/output/oxygen-of-amplification/>
- <sup>10</sup> Bell, Emily et Taylor Owen, 2017. *The Platform Press: How Silicon Valley Reengineered Journalism, The Columbia Journalism Review and the Tow Center for Digital Journalism*. Disponible à : [https://www.cjr.org/tow\\_center\\_reports/platform-press-how-silicon-valley-reengineered-journalism.php/](https://www.cjr.org/tow_center_reports/platform-press-how-silicon-valley-reengineered-journalism.php/)
- <sup>11</sup> « Google and Facebook dominance forecast to rise ». *Financial Times*, 3 décembre 2017. Disponible à : <https://www.ft.com/content/cf362186-d840-11e7-a039-c64b1c09b482>; « Digital Ad Market Soars To \$88 Billion, Facebook And Google Contribute 90% Of Growth ». *Ad Exchanger*, 10 mai 2018. Disponible à : <https://adexchanger.com/online-advertising/digital-ad-market-soars-to-88-billion-facebook-and-google-contribute-90-of-growth/>
- <sup>12</sup> « 92% of Republicans think media intentionally reports fake news ». *Axios*, 27 juin 2018. Disponible à : <https://www.axios.com/trump-effect-92-percent-republicans-media-fake-news-9c1bbf70-0054-41dd-b506-0869bb10f08c.html>
- <sup>13</sup> « Trump backers stand by president in face of Russia criticism — CBS poll ». *CBS News*, 29 juillet 2018. Disponible à : <https://www.cbsnews.com/news/trump-backers-stand-by-president-in-face-of-russia-criticism-cbs-poll/>

- <sup>14</sup> « Transcript of Mark Zuckerberg's Senate hearing ». *The Washington Post*, 10 avril 2018. Disponible à : [https://www.washingtonpost.com/news/the-switch/wp/2018/04/10/transcript-of-mark-zuckerbergs-senate-hearing/?utm\\_term=.f83d774a9df2](https://www.washingtonpost.com/news/the-switch/wp/2018/04/10/transcript-of-mark-zuckerbergs-senate-hearing/?utm_term=.f83d774a9df2)
- <sup>15</sup> *The European Commission High Level Expert Group on Fake News and Online Disinformation*, Commission européenne, 12 mars 2018. Disponible à : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/final-report-high-level-expert-group-fake-news-and-online-disinformation>
- <sup>16</sup> *Disinformation and 'fake news.'* The UK Parliament's Digital, Culture, Media and Sport Committee interim report, 29 juillet 2018. Disponible à : <https://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/digital-culture-media-and-sport-committee/inquiries/parliament-2017/fake-news-17-19/>
- <sup>17</sup> *Trust Media and Democracy Report 2018*. The Knight Commission on Trust, Media and Democracy, 27 juin 2018. Disponible à : <https://medium.com/trust-media-and-democracy/knightcommreport/home>
- <sup>18</sup> *Tackling the Information Crisis: A Policy Framework for Media System Resilience*. LSE Truth, Trust & Technology Commission. Disponible à : <http://www.lse.ac.uk/media-and-communications/truth-trust-and-technology-commission>
- <sup>19</sup> Greenspon, Edward et Taylor Owen, 2018. *La démocratie divisée : contrer la désinformation et la haine dans la sphère publique*. Forum des politiques publiques, 15 août. Disponible à : <https://www.ppforum.ca/fr/publications/la-democratie-divisee-contrer-la-desinformation-et-la-haine-dans-la-sphere-publique/>
- <sup>20</sup> « Social Media Bots Draw Public's Attention and Concern. » *Pew Research Center*, 15 octobre 2018. Disponible à : <http://www.journalism.org/2018/10/15/social-media-bots-draw-publics-attention-and-concern/>
- <sup>21</sup> « Facebook can't moderate in secret anymore ». *Culture Digitally*, 23 mai 2017. Disponible à : <http://culturedigitally.org/2017/05/facebook-cant-moderate-in-secret-anymore/>
- <sup>22</sup> « A Blueprint for Content Governance and Enforcement ». Mark Zuckerberg, 15 novembre 2018. Disponible à : <https://www.facebook.com/notes/mark-zuckerberg/a-blueprint-for-content-governance-and-enforcement/10156443129621634/>
- <sup>23</sup> « Former BlackBerry CEO Balsillie calls on IMF to set standards for data usage ». *Globe and Mail*, 20 novembre 2018. Disponible à : <https://www.theglobeandmail.com/business/article-former-rim-ceo-balsillie-calls-on-imf-to-set-standards-for-data-usage/>